

Intervention de **BAMANISA JEAN SAIDI** , **Député Indépendant de Kisangani Ville et membre du Groupe Parlementaire « FORCES DU CENTRE ».**

À l'occasion du dépôt de projet de loi budgétaire 2007.

Mr le Président, Honorables membres du Bureau et collègues députés,  
Mr le 1<sup>er</sup> Ministre, Mesdames et Messieurs les Ministres,

Très brièvement, je vais tâcher de contribuer à l'amélioration du projet de loi budgétaire 2007 que vous nous soumettez.

1. Malgré la pression, le Bureau et la Conférence des Présidents auraient du nous donner plus de temps pour une meilleure analyse du document, en débattre 3 jours ouvrable après réception, ne suffit pas, qu'à cela ne tienne, nous apporterons d'autres éléments au sein de la Commission Ecofin. Pour cela, nous vous demandons de déposer impérativement le budget 08 au mois de Septembre de cette année.

2. Celui-ci est un Budget actualisé de 2005 et 2006, sans les rubriques en dépenses de certaines institutions inexistantes aujourd'hui, et sans certaines recettes des appuis budgétaires des partenaires financiers.

Nous aurions souhaité voir un Budget adapté à un programme. Le Gouvernement a certes adopté les 5 chantiers du Chef de l'Etat, il a adopté également le DSCR, et aussi, Mr le 1<sup>er</sup> Ministre, vous nous avez proposé un discours programme lors de votre investiture. Ce discours programme devrait d'ailleurs être disponible, vous pourrez certainement trouver une rubrique budgétaire pour son impression et ensuite le mettre sur le net. Vous pourrez également compter sur les programmes que les Conférences Economiques Provinciales vous soumettront.

Vous devriez donc partir de cela, en prenant en compte vos ressources locales et extérieures. Quelles politiques de moyens vous réservez :

- Pour la Santé : pour un accès aux soins, aux médicaments, réfection et construction des centres de santé et des hôpitaux, formation du personnel médical, et donc quels subventions l'Etat offrirait dans ce secteur ? Vous tournez pour ces rubriques entre 2 et 3 pourcents du budget, ce qui est insuffisant.
- L'Education : quelle politique et quels moyens pour reconstruire les écoles et les universités, ainsi que des écoles de métiers, payer les enseignants, assurer leur formation continue, permettre l'éducation pour tous en subventionnant le fonctionnement et les frais scolaires ?
- L'Emploi : Comment facilitez vous l'investissement ; quelles sont les mesures incitatives en matières fiscales et parafiscales que vous offrez aux entreprises et pourvoyeuses d'emplois, les PME et les agriculteurs ?  
Si vous n'appliquez pas la politique de l'élargissement fiscal, tout en revoyant tous les barèmes de la loi 004 de juillet 2004 et celle de la 005 du 30 mars 2005, l'étouffement fiscal orchestré par l'Etat fera que l'informel continuera de s'accroître.  
A ce propos, la plupart des ex BPO ont fonctionné pendant plus de 2 décennies sans structure officielle, mais percevaient des taxes et persécutaient les entreprises ; leur perception est assurée par la DGRAD suivant la loi 005, mais paradoxalement, vous leur offrez des subventions du Trésor. A quel titre ? Et pour quel effet ?
- Les Infrastructures : Pour une meilleure mobilité des hommes et des marchandises. Les difficultés sur ces axes routiers, chemins de fer, fluviaux et lacustres,

aéroportuaires, sont identifiées.

Pour ces rubriques, nous savons et le voyons depuis plusieurs années, c'est les ressources extérieures qui sont sollicités ; Que fait le Gouvernement avec ses ressources propres ? Elle préfère les consommer pour le fonctionnement de sa grande Administration qui compterait plus de 600.000 personnes ? ainsi que les Ministères et ses services ? Pourtant d'autres pays avec moins de personnes sont performantes.

Vous avez vu qu'en France, il y a seulement 15 Ministres ?

Ici vous avez réussi à diminuer de 1 sur les 65, nous comprenons que désormais le Ministère du Commerce Extérieur peut être géré par un autre membre du Gouvernement. Le Budget du Cabinet de ce Ministère ne devrait il pas disparaître ? Quelles sont vos interventions pour la réfection des routes ? La Nationale RN4, Kisangani – Niania- Beni est presque à l'arrêt, les fonds UCOP, BM, sont épuisés, et par rapport aux engagements entre l'Etat et les Bailleurs de Fond, notre Gouvernement doit aussi intervenir. Si rien n'est fait puisque les Bailleurs de fond avaient boudés notre pays pour mauvaise gestion, dépassement budgétaire, la forêt risque de reprendre ses droits et cette route, de nouveau disparaître.

Nous vous demandons d'inscrire dans le budget l'intervention de l'Etat pour la finalisation de cet ouvrage qui relie le centre à l'est, quitte à serrez la ceinture pour d'autres dépenses de second rang, tels les équipements des Ministères qui apparaissent chaque année et à chaque remise et reprise.

- Pour l'eau et l'Electricité : Comment desservir des villes ou des cités ? Où sont les lois qui permettent que ces 2 secteurs soient investis par le secteur privé ? Car la forme de monopole des entreprises publiques continuent à planer par un flou juridique et administratif. Pourtant pour atteindre ces objectifs, nos 2 entreprises publiques concernées n'ont pas les capacités de les réaliser.

Les entreprises publiques demeurent à ce jour pourvoyeuses d'emploi quelque fois fictif, des sources de détournement des fonds et ne contribuent plus depuis longtemps au budget de l'Etat.

S'il faut vaincre la pauvreté, soyons tous attentifs de ne pas la provoquer encore plus, ne pas entretenir son cycle. Car c'est le système qui a prévalu dans la gestion des affaires de l'Etat et dans la gestion de ses finances qui nous a emmené où nous sommes.

Nous continuons à ne compter que sur la douane, les impôts & taxes, et le revenu pétrolier qui d'ailleurs avaient été oublié pendant des années. Ils contribuent chacun à plus ou moins part égale ; Mais il est bien entendu vrai que nos recettes pétrolières peuvent augmenter, doubler ou tripler. Qu'est ce qui est prévu pour capter et canaliser ces recettes ?

Cela fera l'objet d'un projet débat.

Les recettes fiscales aussi peuvent être triplés ; Au sein du Gouvernement, vous avez des personnes qui le savent. S'il y a des mesures incitatives, et qu'en même temps les agents, les responsables ne perçoivent plus 1/3 pour l'Etat et 2/3 pour leurs propres poches, vous atteindrez vos objectifs.

Que toute la population sache que les paiements de l'Etat se font Exclusivement en compte bancaire et non en Espèce, et que vous facilitiez le déploiement des guichets des banques dans tous les ports, les marchés, les quartiers, les frontières, ect

Créez des emplois, permettez aux entreprises de s'installer, courez vers elle et donner leur toutes les facilités, les recettes des taxes de l'impôt sur le bénéfice, sur le revenu tant des nationaux que des étrangers permettront d'atteindre vos objectifs.

Mr le Président, Mr le 1<sup>er</sup> Ministre,

Ma lecture du budget va dans un premier temps sur la qualité de nos textes réglementaires, sur la qualité des agents de l'administration, la qualité des membres des cabinets ministériels et celle des membres du Gouvernement.

Par une bonne gouvernance, le budget ne doit pas rester le document qui permette des sorties de fond, car de toutes les façons budgétisés, mais il faut que le sérieux et le dévouement habitent les gestionnaires pour que les budgets alloués servent effectivement aux dépenses. Que les matériaux achetés le soient aux meilleures offres, et qualités, et seulement si cela est indispensable.

Que les fonds alloués aux salaires arrivent effectivement dans les mains, mieux les comptes bancaires de chaque fonctionnaire, chaque agent, chaque policier, chaque militaire.

Puisque la stabilité passe par la sécurité, et la justice, je vous demande de réaménager le budget dans ce sens.

Que vaut une armée éparpillée et diluée dans les villes et les cités, les campagnes ? Ils se retrouvent en situation de lutte pour survivre. Le budget doit comprendre à partir de cette année la réalisation des camps équipés, des grands et des petits avec toutes les dépendances nécessaires, maisons, centres de santé, cantines et marchés, centre de loisirs. Allouer leur aussi du matériel agricole, des espaces agricoles et du matériel de génie civile en même temps que vous leur donnerez des marchés de réfection des routes, ponts, bâtiments. Avec bien sûr des systèmes de contrôle pour éviter les détournements. Et nous parlerons de moins en moins des programmes DDRRR, brassage, mixage, intégration, viols, vols, meurtres, etc....

Pour notre Justice, il faut leur assurer une formation, un cadre de travail décent, des salaires suffisants pour ne pas leur permettre de tomber dans les besoins. De l'autre côté, leur apprendre, et cela est valable pour tous les fonctionnaires de l'Etat, l'esprit d'abnégation, de service à la Nation. Le service à l'Etat n'est pas une source de richesse.

Mettez un système de contrôle efficace dans l'exécution du budget. Car quelques initiés attendent tous les ans ce budget pour introduire des factures fictives sans contrepartie de services ou de biens.

Mr le Président, je vous demande d'inviter la Cour de Compte de nous faire son rapport annuel 2006 de contrôle des finances publiques. Le projet de résolution avait été introduit déjà au Bureau. Aussi, que la Cour de Compte nous fasse, un rapport des finances du premier semestre 07, conformément à la loi adoptée sur l'ouverture des crédits provisoires. Elle est à ce stade distincte de la loi annuelle budgétaire dont nous aurons le rapport en fin d'exercice.

Mr le 1<sup>er</sup> Ministre, Mesdames et Messieurs les Ministres,

Vous êtes passés pour la plupart par les élections à différents niveaux ; vous savez donc ce que nos populations attendent de nous, de vous. Non pas un fonctionnement classique, mais un fonctionnement de développement, qui rencontre le bien être, le bien vivre de chaque citoyen.

Nous souhaitons donc vous voir régulièrement en Province, dans le monde rural, source d'avenir et espoir du Congo. Prévoyez des salles de bureaux dans chaque Gouvernorat, demandez aux Gouvernements Provinciaux de vous les prêter s'il le faut ; soyez donc proche des besoins primaires et renforcez la décentralisation. Cela bien sûr au moindre frais, sans rajouter des rubriques de dépenses supplémentaires aux fonctionnements des Ministères.

Soyez vigilant par l'acquisition des crédits des ressources extérieures, ils nous ont plongés dans la situation actuelle. Les services de la dette sont plus élevés que le principal. Je vois la rubrique des études, elles doivent revenir en priorité aux entreprises locales qui participent au budget de l'Etat par le paiement des impôts et taxes, et non comme cela se passe, représenter 29 % du Budget libéré par les bailleurs de fond et exclusivement octroyés aux entreprises étrangères et extérieures.

Ces études doivent d'ailleurs être mises à dispositions de nos Universités et du Grand Public que de rester dans des magasins. Budget formation et information existent.

Pour toutes les interventions combinées Bailleurs de fond et Gouvernement, attentez vous à mettre les moyens nécessaires. Encore une fois, les élections risquent d'être prises entièrement en charge par la Communauté Internationale, car notre Gouvernement ne veut allouer sa quote part.

Les routes, les Caniveaux, les écoles, les centres de santé, ne sont des propriétés des ONG ou des bailleurs de fonds. Montrez l'exemple en utilisant nos ressources pour nos équipements. L'aide ne devrait être qu'accessoire.

La réalisation du 1<sup>er</sup> semestre s'est faite en bonne partie sur les fonds propres. Vous comptez désormais sur l'apport extérieur pour plus de 50 %.

Les Fonds PPTE doivent être mieux gérés, ne pas les détournés pour d'autres réalisations.

Recourrez aux financement BOT, pour certaines réalisations, elles sont plus rapide et moins contraignantes que celle des bailleurs classiques.

Ayez un œil attentif sur la déflation ; le taux de change se raffermis certes mais les effets peuvent être négatif, fixez nous un taux moyen et prévisible, et faites baisser les prix indexés tel le carburant.

J'ai beaucoup d'autres points à soulever, mais le plus important reste à ce niveau, la qualité et le sérieux des gestionnaires.

Je vous remercie et vous souhaite bon courage..

Honorable BAMANISA JEAN SAIDI

30/05/2007